

Bonjour à toutes et à tous, nous avons le plaisir d'accueillir Catherine Guy-Quint et Catherine Lalumière !

Catherine Guy-Quint : Bonjour à tous, je suis très heureuse de discuter avec vous sur l'élargissement de l'Union européenne. En effet, dans ces années 2003 et 2004, l'Union européenne va connaître de grands changements, qui sont l'élargissement de 15 à 25 et une nouvelle constitution pour l'ensemble de ces pays. Nous ne pouvons pas oublier que deux pays nous feront passer à 27 en 2007 (la Bulgarie et la Roumanie). La décision d'élargissement est une question politique très ancienne, puisqu'elle date de la chute du mur de Berlin et de l'engagement des démocraties de l'Europe de l'Ouest, d'aider, dans un premier temps, puis d'accueillir dans l'Union européenne, les pays de l'ancienne Europe de l'Est. Ce cheminement, décidé politiquement, a été difficile techniquement et s'est fait trop souvent dans l'ombre. Maintenant, nous rentrons dans la dernière ligne droite, et trop souvent les citoyens ne le réalisent que maintenant.

Tom : Bonjour, avant tout, je voudrais savoir si vous êtes toutes les deux favorables à l'élargissement de l'Europe ?

Catherine Guy-Quint : Tom, bonjour, Catherine Lalumière, comme moi même, sommes favorables à l'élargissement de l'Union européenne. Catherine, parce qu'elle travaille depuis très longtemps sur la démocratie étrangère. Et elle vous l'expliquera lorsqu'elle arrivera. Moi, qui étais assez prudente, les discussions avec mes amis espagnols, portugais, irlandais, grecs, ont fait évoluer mon opinion. D'autre part, mes fréquents voyages dans ces pays m'ont permis de constater que notre solidarité à leur égard est indispensable.

Emma : Bonjour, pouvez-vous me dire quand le processus d'élargissement sera terminé et effectif ? Combien de temps cela va prendre pour que ces pays fassent réellement partie de l'UE ?

Catherine Guy-Quint : Emma, bonjour, le processus d'élargissement avec les dix premiers pays sera effectif au 1er mai 2004, avec une entrée de la Bulgarie et la Roumanie prévue pour le 1er janvier 2007. Il est vrai cependant que ces dates ne sont que les dates de commencement d'un long cheminement avec eux, pour que peu à peu, ils nous rejoignent et ils aient le même niveau de vie que les Quinze d'aujourd'hui. Certains y arriveront très vite (la Slovénie, la République tchèque) mais pour d'autres, il faudra des années, peut être même 20 ou 30 ans, mais l'essentiel c'est que nous progressions ensemble.

Yves : Combien de nouveaux sièges vont être nécessaires au Parlement européen une fois que les nouveaux pays nous auront rejoint ? Auront-ils ces sièges dès les prochaines élections européennes ?

Catherine Guy-Quint : Le traité de Nice a fixé à 732 le nombre maximum de parlementaires européens, donc aux prochaines élections européennes en juin 2004, les européens éliront 732 députés. C'est ainsi que les parlementaires français passeront de 87 à 78. Mais aux élections suivantes et si le projet de constitution est validé, le nombre de parlementaires de l'ensemble des pays adhérents ne devra pas dépasser 700. Nous ne pouvons pas savoir aujourd'hui le nombre de parlementaires par pays, à cette date, parce que nous ne savons pas quels seront les pays adhérents en 2009.

Irène : Je suppose que les nouveaux pays vont certainement adopter l'euro ? Quand le feront-ils ?

Catherine Guy-Quint : Tout d'abord, seuls les pays qui souhaiteront adopter l'euro commenceront les démarches pour bénéficier de la monnaie européenne. En discutant avec de nombreux nouveaux européens, il me semble que tous ces nouveaux pays aspirent à bénéficier de l'euro pour leur économie. Pour eux, la marche sera longue car il est évident qu'ils doivent satisfaire aux critères de Maastricht et donc aux critères du pacte de stabilité : ce qui ne sera certainement pas facile pour beaucoup d'entre eux ! En effet, leur population a déjà fait beaucoup d'effort en vue de leur entrée dans l'Union européenne, et cela s'est traduit très souvent par de réelles difficultés de vivre dans ces pays. L'inflation est assez bien maîtrisée, mais le taux de chômage et le déficit budgétaire, eux, ont souvent crûs. Il est donc impossible de donner une date, mais nous savons que c'est une espérance forte des dirigeants de l'ensemble de ces pays.

Juju : Parmi les pays candidats, lequel est le plus riche ?

Catherine Guy-Quint : Je crois que c'est la Slovénie. Seules la Slovénie et la région de Prague n'ont pas les critères pour bénéficier des fonds structurels de l'objectif 1 (moins de 0,75 % du PIB européen). Tous les autres pays sont, hélas, éligibles.

Flo : D'un point de vue économique, comment l'élargissement peut-il être une réussite pour tous les pays ? Je pense que cela va coûter beaucoup d'argent à l'UE, vous ne pensez pas ?

Catherine Guy-Quint : Tout d'abord, jusqu'en 2006, l'Union européenne s'est engagée à fournir 40 milliards d'euros pour l'ensemble des pays de l'élargissement. Mais il faut savoir que la contribution demandée aux nouveaux pays est autour de 15 milliards d'euros. Le coût net pour l'Union européenne tourne autour des 25 milliards d'euros sur trois ans. Ce qui ne pose pas de problème majeur, car cela a été prévu : 10 milliards en 2004, environ 13 milliards en 2005 et 15 milliards en 2006. Pour la période suivante (2005-2013), les sommes qui ont été négociées pour le contrat d'adhésion des nouveaux pays sont très "mesurées". Les budgets de l'Union européenne pourront être réalisés, mais je ne suis pas sûre que les investissements réalisés dans les nouveaux Etats correspondent à leurs attentes. Il ne faut pas oublier que lors de ces négociations, chacun des anciens Etats a tenu à garder des avantages sur certaines politiques : le rabais britannique, la politique agricole commune pour les Français, les fonds structurels pour les Espagnols ... Les parlementaires européens (spécialement les parlementaires socialistes) ont même obtenu une rallonge de 540 millions d'euros de 2004 à 2006, pour l'aide aux investissements structurels pour les nouveaux pays. Cela nous a semblé indispensable pour que le niveau de la vie économique se développe, que les revenus par habitant augmentent et qu'ainsi la croissance relance l'activité de ces pays et leur permettent de rattraper notre niveau de vie peu à peu.

Eric : La plupart des pays candidats à l'UE n'ont pas une très bonne santé économique, cela pourrait encourager beaucoup de leurs ressortissants à venir s'installer dans les pays les plus riches, créant ainsi un flux migratoire important. De votre point de vue, est-ce un véritable danger ?

Catherine Guy-Quint : Eric, as-tu envie d'aller t'exiler dans un pays plus riche que la France ? Lorsque j'ai rencontré les roms bulgares et polonais, leur demande principale était que, grâce à l'Union européenne, ils puissent continuer à vivre dans leur pays, car c'est là qu'ils ont leur famille, leurs racines et qu'ils sont heureux.

L'immigration de tous ces peuples a commencé depuis très longtemps et dans des conditions très difficiles. Si nous réussissons ensemble l'augmentation de leur niveau de vie, nous sommes à peu près sûrs que l'émigration des plus pauvres se ralentira. Pour ma part, je constate actuellement que beaucoup d'immigrés de l'Europe de l'Est font "marcher" toute une partie de notre économie où les salariés européens ne veulent plus travailler : le bâtiment, la scierie, le cuir... Il est à souhaiter que cela s'arrête et que dans tous les cas, la situation de nos immigrés venant des pays de l'Est s'améliore.

Mick : Comment appréhendez-vous le fait qu'un pays comme la Pologne soit toujours en train de soutenir les USA sur la scène internationale alors qu'elle est sur le point d'entrer dans l'UE ?

Catherine Lalumière : Il est un peu rapide de dire que la Pologne soutient systématiquement les USA. En fait, ce n'est pas systématique, même si des exemples récents ont montré effectivement que la Pologne suivait les USA. Par exemple, sur l'intervention militaire en Irak. Nous devons être lucide et franc avec nous-mêmes. Ce tropisme américain a plusieurs raisons. D'abord, il ne faut pas oublier que pour la Pologne les USA ont été les grands libérateurs, ceux qui ont tenu tête à l'Union soviétique et ceux qui ont permis à Solidarnosc de libérer la Pologne. Ensuite, les Polonais continuent d'avoir peur. Il faut aller en Europe centrale pour se rendre compte du traumatisme qu'ils ont connu. Ils n'ont pas oublié la menace soviétique : ils ont besoin d'un protecteur. C'est une réaction sentimentale, plus que rationnelle. Or, aujourd'hui, malheureusement, l'Union européenne n'est pas crédible sur le plan de la défense militaire. Et ceci est en grande partie de notre faute. C'est pourquoi nous ne devons pas nous étonner ou nous offusquer quand les Polonais sont tout simplement logique dans leur besoin de protection. Dans l'avenir, tout cela va s'estomper, je l'espère. J'espère aussi que l'Union européenne va devenir crédible en matière de défense militaire. Je suis donc optimiste pour l'avenir.

Xavier : Avec 15 pays, il était déjà très difficile de conduire une politique commune dans de nombreux domaines, avec maintenant 25 pays, cela semble carrément impossible, cela ne signifie-t-il pas la fin des réformes ?

Catherine Lalumière : C'est évident que des mécanismes à 25 fonctionnent plus difficilement que des mécanismes à 15. Mais on peut diminuer ces inconvénients en adaptant les dits mécanismes. Par exemple, en supprimant les décisions qui obligent à l'unanimité ou en organisant les débats afin de faciliter l'émergence de compromis acceptables. En définitif, il n'est pas du tout impossible de prendre des décisions, même avec 25 pays... et peut être demain à 30 ou 35. Mais cela nécessite des institutions adéquates.

Pat : Je suis désolé, la réponse à cette question est probablement évidente pour vous, mais pas pour moi. Il y a bien un référendum dans chacun des dix pays candidats ? Qu'en est-il pour chaque pays actuellement, ont-ils tous approuvé l'entrée dans l'Europe ? Quelles sont les populations les plus hésitantes ?

Catherine Lalumière : Jusqu'à présent, les référendums organisés pour ratifier les traités d'adhésions se sont bien passés puisque dans tous les pays candidats, les réponses ont été positives et même, dans certains cas, largement positives. Toutefois, il y a un réel sujet de préoccupation : le nombre des abstentions important partout. Pourquoi ces abstentions ? C'est encore trop tôt pour répondre de façon précise, mais nous devons être conscients que ce nombre d'abstentions est énorme, et nous devons agir pour informer davantage les populations de ces pays, pour expliquer davantage et pour convaincre, car à l'évidence une partie de la population se considère hors-jeu.

Thierry : Pensez-vous que la future constitution convient parfaitement au nouveau challenge que représente une Europe à 25 ?

Catherine Lalumière : Ce texte, en tout cas dans sa forme actuelle, c'est-à-dire à l'issue des travaux de la Convention, n'est pas parfait, pour les Européens fédéralistes dont je suis. Il est, cependant, un progrès, donc je le soutiens. Il contient des choses qui me semblent aller dans le bon sens. Grosso modo, il renforce tous les organes, il renforce le Conseil des ministres et le Conseil européen, il renforce aussi la Commission européenne (notamment le Président de la Commission) et il renforce le Parlement, qui va élire le Président de la Commission. Certes, ce triple renforcement peut engendrer des conflits entre ces trois pouvoirs et il faudra que les titulaires de ces fonctions veillent à ne pas se concurrencer exagérément. Mais au total, ce triple renforcement me paraît une bonne chose.

Merci beaucoup, le mot de la fin ?

Catherine Guy-Quint : Je tiens à remercier tous ceux qui ont chatté avec nous sur le thème de l'élargissement de l'Union européenne. Ce thème ne devrait pas être un thème de controverse, mais bien au contraire un projet où toutes nos énergies, je dirais même nos idéaux, doivent converger. Réaliser dans les 50 ans qui viennent une Union européenne forte, cohérente, ayant de réelles compétences en politique étrangère, en défense, des pratiques harmonieuses entre Etats membres pour assurer un cadre de vie moderne, solidaire et chaleureux aux citoyens de l'Europe est essentiel. Se réfugier derrière des égoïsmes nationaux, c'est oublier la réalité des problèmes de la mondialisation, c'est oublier que notre terre est toujours prête à se remettre en guerre. Le chemin est long, sinueux, les étapes sont difficiles à franchir, mais l'élargissement de l'Union européenne est la seule possibilité pour continuer d'assurer paix et bien-être aux Européens. Et aussi donner à l'ensemble des continents un espoir, si ce n'est un modèle.

Catherine Lalumière : Beaucoup de gens en France et en dehors craignent l'élargissement pour 1000 raisons. Je ne dis pas que l'élargissement est facile à réaliser, mais ce dont je suis sûre c'est que le non-élargissement de l'Union serait extrêmement dangereux. D'abord, on a connu le non-élargissement à l'époque du rideau de fer et du mur de Berlin. Franchement, je ne regrette pas cette époque. Mais par certains côtés le rideau de fer nous mettait à l'abri de la question : "faut-il s'élargir à l'est ?". De la même manière, la menace soviétique nous incitait à craindre l'est. Mais en définitif, la coupure entre l'est et l'ouest de l'Europe était une vraie catastrophe. Et aujourd'hui, si on refusait l'élargissement de l'Union européenne, cela serait une nouvelle catastrophe, car on laisserait se creuser un nouveau fossé entre l'est et l'ouest du continent européen. A l'ouest la richesse, les protections sociales. A l'est, la pauvreté et les difficultés de toutes sortes. La juxtaposition de deux niveaux de développement aussi différents entre des pays aussi voisins créerait des tensions insupportables.

Notre sécurité, notre petit confort d'européens de l'ouest implique, exige, que les pays d'Europe centrale aient les mêmes avantages, les mêmes modes de vie que nous-mêmes. C'est aussi la condition pour que dans le monde nous unissions nos forces pour peser dans le sens que nous souhaitons. C'est tout ça qu'il faut prendre en considération quand on parle d'élargir l'Union européenne. Merci beaucoup et à bientôt. Bonnes vacances ! Nous nous retrouverons à la rentrée.